

## MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Aménagement intérieur, création d'un CROUS MARKET et extension de la cafétéria du bâtiment A de l'IUT de Brest



### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### *L'acheteur public exerçant la maîtrise d'ouvrage*

CROUS Rennes Bretagne- 7 place HOCHÉ- CS. 26 428- 35 064 Rennes cedex

#### *L'acheteur public*

Madame la Directrice Générale par intérim du CROUS Rennes Bretagne –  
7 place HOCHÉ- CS. 26 428- 35 064 Rennes cedex

#### *Objet du marché*

Mission de maîtrise d'œuvre  
Travaux d'aménagement intérieur, de création d'un CROUS MARKET et d'extension de  
la cafétéria du bâtiment A de l'IUT de Brest

**Marché n° MS 2025-055**

## ARTICLE 1er – OBJET DU MARCHÉ

---

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération consistant en des travaux d'aménagement intérieur, de création d'un CROUS MARKET et d'extension de la cafétéria du bâtiment A de l'IUT de Brest. Le descriptif général de l'opération à réaliser est détaillé dans la note de présentation annexée.

Dans ce cadre, le maître d'œuvre veillera à exécuter ses obligations conformément aux stipulations du présent CCAP et du CCTP, à la fois dans le respect de la qualité architecturale du bâtiment existant et dans le respect de l'intérêt public.

Lieu d'exécution : bâtiment A - 12 rue de Kergoat 29200, BREST

Références cadastrales : CL 66

Emprise bâtie : 1046.20

Surface de la parcelle : 150 611 m<sup>2</sup>

## ARTICLE 2 – PARTIES CONTRACTANTES

---

### Article 2.1 : Maîtrise d'ouvrage

Le CROUS Rennes Bretagne, représenté par Madame Blandine LUCAS, Directrice Générale par intérim.

N° d'immatriculation au RCS : **183 500 032**

Adresse : 7 Place Hoche, 35000 RENNES

Téléphone : +33 2 99 84 39 92

Courriel : [direction.patrimoine@crous-rennes.fr](mailto:direction.patrimoine@crous-rennes.fr)

#### 2.1.1. Maîtrise d'ouvrage déléguée

Sans objet pour cette opération

#### 2.1.2. Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage

#### 2.1.3. Assistance à maîtrise d'ouvrage

Sans objet pour cette opération

## Article 2.2 : Maîtrise d'œuvre

### 1.2.1. Cocontractant

Les cocontractants sont désignés à l'Acte d'Engagement.

**Par dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.- MOE :** la personne physique habilitée à représenter le maître d'œuvre est soit le mandataire du groupement, soit en cas de candidat individuel, la personne ayant signé l'acte d'engagement. Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre souhaite désigner un ou plusieurs autres représentants, il devra en informer le Maître d'ouvrage selon les modalités prévues à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.- MOE.

Le maître d'œuvre est engagé par la qualité des moyens humains proposés dans sa note méthodologique et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaire au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe.

Modification en cours d'exécution du marché :

En cas de changement au niveau d'une personne de l'équipe intervenante, le maître d'œuvre devra en informer sans délai le Maître d'Ouvrage.

**Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- MOE :** le maître d'œuvre devra proposer au maître d'ouvrage ou son représentant un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres dans un délai de 8 jours à compter de la date d'information du pouvoir adjudicateur par le maître d'œuvre.

Le remplaçant proposé sera considéré comme accepté par le maître d'ouvrage ou son représentant si ce dernier ne le récusé pas dans le délai de 8 jours courant à compter de sa présentation. Si le maître d'ouvrage ou son représentant récusé le remplaçant, le maître d'œuvre dispose de 8 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le maître d'œuvre ou en cas de récusation des remplaçants par le Maître d'Ouvrage ou par son représentant le marché peut être résilié pour faute.

Le maître d'œuvre s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le Maître d'Ouvrage ou son représentant n'ait pas à assurer, en lieu et place du maître d'œuvre son information.

En cas de cotraitance, la forme du groupement est solidaire en application des dispositions de l'article R. 2142-22 du code de la commande publique. Le mandataire du groupement est l'architecte. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans le cas particulier où le mandataire ne se conforme pas à ses obligations, le Maître d'Ouvrage le mettra en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invitera les membres du groupement à désigner, dans un délai de 15 jours, un nouveau mandataire parmi eux.

A défaut, le co-contractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché deviendra le nouveau mandataire.

Un avenant actera cette substitution, précisant notamment la nouvelle organisation du groupement et la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

### 2.2.1. Sous-traitance

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE.

## Article 2.3 : Autres prestataires intervenants

Dans le cadre de cette opération, si le maître d'ouvrage décide de faire appel, par contrats séparés, à d'autres prestataires après la signature du présent contrat, il en communique la liste nominative au maître d'œuvre.

### Article 2.3.1 : Contrôleur technique (BCT)

Le contrôleur technique pour l'opération est la société SOCOTEC.

### Article 2.3.2 : Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Le coordonnateur SPS pour l'opération est la société VERITAS.

Le maître d'œuvre sera tenu d'associer le coordonnateur sécurité dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage. Il devra inviter le coordonnateur sécurité à toutes les réunions qu'il organisera afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études (AVP, PRO ...) lors de la communication de ces documents au maître d'ouvrage. Un bordereau de remise du dossier au coordonnateur sécurité sera transmis au maître d'ouvrage pour chaque phase.

Le maître d'œuvre devra tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur sécurité, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation des ouvrages.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

### Article 2.3.3 Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

#### Article 2.3.4 Autres intervenants

De manière générale, le maître d'œuvre est tenu de travailler en bonne intelligence et de prendre en compte l'ensemble des avis des prestataires du maître d'ouvrage spécialisés dans un domaine dans le cadre des travaux.

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

---

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cas échéant ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCTP) et le cas échéant ses annexes
- La note de présentation du projet
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- L'offre technique du maître d'œuvre (mémoire technique), composée de pièces écrites et éventuellement graphiques,
- Le planning détaillé des missions de MOE,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;

Pièces non contractuelles :

- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre.

## ARTICLE 4 – DÉMARRAGE DE LA MISSION

---

### Article 4.1 : Pièces et renseignements à fournir par le maître d’ouvrage avant le début des études

En sus de ses attributions définies à l’article L. 2421-1 du code de la commande publique, le maître d’œuvre peut demander que le maître d’ouvrage lui fournisse, en tant que de besoin, avant le début des études :

- Les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire ;
- Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- En cas de réhabilitation, les études de diagnostic déjà réalisées ;
- Les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet ;
- Ses éventuelles exigences d’obtention de labels ;
- Toute information relative à la protection des données personnelles.

La maîtrise d’œuvre ne pourra reprocher pour quelque raison que ce soit l’absence de réponse à une demande en ce sens.

### Article 4.2 : Réunion de lancement

À l’initiative du maître d’ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre se réunissent afin notamment :

- D’identifier les interlocuteurs en charge de l’opération ;
- De définir les modalités d’échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d’ouvrage ;
- De définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d’ouvrage ;
- De préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l’opération ;
- De compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d’œuvre ;
- De présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d’ouvrage et d’arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l’objet d’un compte-rendu dressé par la maîtrise d’œuvre adressé pour vérification au maître d’ouvrage.

## ARTICLE 5 – MISSIONS DE MAITRISE D’ŒUVRE

---

La mission de maîtrise d’œuvre est établie conformément au :

- Code de la commande publique ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d’exécution des éléments de mission de maîtrise d’œuvre confiés par des maîtres d’ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;

- A tout autre texte réglementaire s'appliquant à un marché public de maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions énumérées ci-dessus, à respecter les règles générales de construction et notamment celles prévues par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation et à veiller à leur stricte application. Dans tous les cas, il certifie au Maître d'ouvrage ou à son représentant la conformité de la réalisation à l'arrêté de Permis de Construire.

## Article 5.1 : Mission de base

Mission de base au sens des articles L 2431-1 à L2431-3, R 2431-1 à R 2431-3, et R2431-19 à R 2431-23 du code de la commande publique comprenant :

- Etudes d'Avant-Projet (APS + APD)
- Etudes de Projet (PRO)
- Assistance au Maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa lorsqu'elles ont été faites par un opérateur économique chargé des travaux et les études d'exécution lorsqu'elles sont faites par le maître d'œuvre. (EXE)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception y compris DOE et recellement AOR et pendant la période de garantie de parfait achèvement GPA.

## Article 5.2 : Missions complémentaires

Le maître d'œuvre réalisera également les éléments de missions complémentaires suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP :

- Esquisse (ESQ)
- Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)
- Coordination SSI (CSSI)

Les marchés de travaux associés à la présente mission de maîtrise d'œuvre feront l'objet de lots séparés dont le nombre sera défini ultérieurement.

Le contenu des éléments de ses missions est celui qui figure au sein du code de la commande publique articles R 2431-4 à 23 complété par le CCTP.

Lorsque des missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

## Article 5.3 : Prestations similaires

Dans les termes des articles R. 2122-4,1° et R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve à l'avenir la possibilité de passer avec le titulaire du présent marché, un marché de services complémentaires ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

## ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ

---

Le marché s'achèvera à la plus tardive des deux dates :

- Fin de la GPA
- Date de levée de la dernière réserve

La durée d'exécution prévisionnelle du marché public est de 29 mois (GPA compris) à compter de la date de notification du marché public.

## ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

---

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations attendues à une date et à horaire convenu préalablement avec le représentant du CROUS Bretagne.

Le titulaire s'engage à mobiliser des moyens matériels et humains au moins équivalents à ceux proposés dans son mémoire technique.

### Article 7.1 : Pilotage des études de mission de maîtrise d'œuvre

La Direction du Patrimoine (DPAT) du CROUS Bretagne assure le pilotage du projet.

### Article 7.2 : Communication entre les parties

#### Article 7.2.1 : L'ordre de service

Le maître d'ouvrage ou son représentant contrôle et dirige le présent contrat par l'émission d'ordres de service (O.S.) tels que définis à l'article 3.8 du CCAG-MOE. Les ordres de service sont datés, numérotés, signés et transmis au titulaire par voie électronique (mail) à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes : par mail à l'adresse renseignée dans l'acte d'engagement ; le titulaire devra en accuser réception par mail sous 48 heures. A défaut, la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail.



- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Un ordre de service est nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 7.2.2 : Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 8 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, **par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE**.

Si un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de 15 jours, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service

Article 7.2.3 : Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Article 7.2.4 : Organisation et comptes rendus des réunions

En plus des réunions de travail prévues pour l'avancement de l'étude, des réunions de présentation seront prévues 1 fois par mois. Les comptes-rendus réalisés au terme des réunions doivent être transmis et validés par le Maître d'ouvrage avant diffusion.

Article 7.2.5 : Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

## Article 7.3 : Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

### Article 7.3.1 : Forme des rendus

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Les rendus numériques devront être livrés avec une qualité permettant une impression (300/600 dpi pour les cartographies) et dans des versions permettant une intégration et une modification ultérieure par le maître d'ouvrage (formats.dwg, pdf .ifc, .ppt, .xls).

L'ensemble des schémas, croquis, présentations, cartes, plans etc. seront fournis au format source (ex : assemblages Illustrator ou supports PowerPoint) et au format papier, en couleur à l'échelle adaptée.

### Article 7.3.2 : Délais et pénalités

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 16.2 du CCAG-MOE et selon le processus défini à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

#### Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€.

#### Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€.

#### Présence du maître d'œuvre aux réunions et rendez-vous de chantier et réunions

Le maître d'œuvre (ou l'une des personnes désignées à l'acte d'engagement, compétente et habilitée à prendre toutes les décisions qui s'imposent) est présent au minimum à tous les rendez-vous de chantier hebdomadaire. Un compte rendu DET détaillé devra être réalisé à chaque réunion de chantier et diffusé par le maître d'œuvre dans les 2 jours suivant la date de chaque rendez-vous (cf art7-2.1).

Tant en phase « études » qu'en phase « travaux », le maître d'œuvre est présent à toutes les réunions de mise au point et de suivi auxquels le maître d'ouvrage juge sa présence nécessaire ; il en est ainsi à tous les stades des différents éléments de sa mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de son obligation de résultat. Le maître d'œuvre pourra se faire représenter par une personne désignée à l'acte d'engagement, habilitée à prendre les décisions nécessaires et connaissant parfaitement le projet ainsi que sa réalisation.

#### Pénalités pour absence ou retard aux réunions

L'absence du maître d'œuvre aux rendez-vous ou réunions non justifiée auprès du maître d'ouvrage entraînera une pénalité de 100 €, par fait constaté. Il en sera de même si le maître d'œuvre s'est fait représenter

par une personne ne pouvant le remplacer. Ces pénalités seront appliquées au mandataire pour l'élément de mission concerné (DIAG, APS, APD, PRO, DET, ...)

#### Cumul des pénalités

Toutes les pénalités visées se cumulent en fonction du recensement par le maître d'ouvrage des faits générateurs. Leur montant n'est pas plafonné. Sauf indication contraire fournies par le mandataire et dûment acceptées par le maître d'ouvrage, les pénalités encourues par les cotraitants du marché seront ventilées proportionnellement aux parts respectives de chacun.

**Toutefois, lorsque le retard ou la non-exécution est imputable au CROUS de Rennes-Bretagne, le délai global d'exécution est prolongé d'une durée égale à ce retard. Le titulaire sera informé de la situation par lettre recommandée avec accusé de réception.**

#### Phase Etudes

En cas de retard dans la présentation des documents d'étude (Diagnostic, AVP, PRO, DCE), le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 150€.

Les délais de réalisation des livrables sont définis de la manière suivante :

	Délais
Esquisse	3 semaines à compter de la notification du marché
Etudes d'avant-projet sommaire	3 semaines à compter de la validation définitive de l'achèvement de la mission « Diagnostic »
Études d'avant-projet définitif	5 semaines à compter de la validation définitive de l'achèvement de la mission « APS »
DP/PC	2 semaines à compter de la validation de l'« APD »
Études de projet	6 semaines à compter de la validation définitive de l'achèvement de la mission « APD »
DCE	2 semaines à compter de la validation définitive de l'achèvement de la mission « PRO »
Analyse candidatures et offres	2 semaines à compter de la remise des offres des entreprises
Mise au point dossier marché	1 semaine

#### Délais et pénalités de la mission DET

Dans le cadre de l'exécution de la mission DET, les délais à respecter ainsi que les pénalités correspondantes en cas de non-respect sont précisées pour chacune des tâches suivantes :

Tâche	Délais	Pénalité
Rédaction et diffusion des comptes rendus de chantier à l'ensemble des intervenants	2 jours ouvrés	50€ /jour calendrier de retard

Proposition d'acceptation du calendrier d'exécution soumis par l'(les) entrepreneurs	7 jours calendaires à compter de la réception du calendrier	50€ /jour calendaire de retard
Organisation de la réunion de travail pour recaler le calendrier proposé par l'entrepreneur si celui-ci a été refusé par le maître d'œuvre	3 jours ouvrés à compter de la date du refus	50€ /jour calendaire de retard
Avis sur les documents d'exécution proposés par l'(les) entreprises	7 jours calendaires à compter de la réception du document	200€ /jour calendaire de retard
Vérification de la qualification, des compétences et des références des sous-traitants présentés par l'(les) entreprise(s) et accord ou refus quant à leur intervention sur chantier	7 jours calendaires	100€ /jour calendaire de retard
Validation de l'état d'acompte mensuel	7 jours calendaires à compter de la réception de l'état d'acompte de l'entreprise	50€ /jour calendaire de retard
Avis sur tout devis supplémentaire	5 jours calendaires à compter de la réception.	50€ /jour calendaire de retard
Notifications des décisions	5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage	50€ /jour calendaire de retard
Constat d'un désordre	5 jours à compter de la prise de connaissance du désordre	50€ /jour calendaire de retard
Mémoires de réclamation	4 semaines à compter de la réception du mémoire en réclamation	50€ /jour calendaire de retard
Etat d'avancement	Au plus tard 5 de chaque mois	50€ /jour calendaire de retard
Validation des DOE	4 semaines à compter de la réception des DOE	100€ /jour calendaire de retard
Examen des désordres	2 semaines à compter de la prise de connaissance du désordre	100€ /jour calendaire de retard
PV levée des réserves	1 semaine à compter de la levée des réserves	100€ /jour calendaire de retard

### Article 7.3.3 : Versement des pénalités

Les pénalités peuvent être précomptées sur les paiements à verser au titulaire tout au long de l'exécution des prestations ou faire l'objet d'une facturation à part.

Elles commencent à courir le lendemain du jour de l'expiration du délai contractuel fixé pour l'exécution des prestations.

### Article 7.3.4 : Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de non-exécution, d'exécution partielle de ses prestations non justifiée ou dégradations occasionnées par le titulaire, le CROUS se réserve la faculté de faire intervenir une entreprise de son choix sans mise en demeure préalable. S'il en résulte une différence de prix au détriment du CROUS, cette différence sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

### Article 7.3.5 : Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

Les opérations de vérification des prestations, leur conformité au marché, la réception des prestations et la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront exécutées par le CROUS ou son représentant conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais suivants :

	Délais de vérification et de prise de décisions
Esquisse	7 jours
Études d'avant-projet sommaire	7 jours
Études d'avant-projet définitif	14 jours
Dossier DP/PC	14 jours
Études de projet	14 jours
Éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	14 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

### Article 7.3.6 : Décisions d’ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d’ouvrage

Si le maître d’ouvrage n’admet pas les études remises par le maître d’œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l’article 21.2 du CCAG-MOE ;
- Réfaction dans les conditions définies par l’article 21.3 du CCAG-MOE ;
- Rejet dans les conditions définies par l’article 21.4 du CCAG-MOE.

### Article 7.3.7 : Conséquence de l’admission des études sur le programme de l’opération

L’admission par le maître d’ouvrage des études réalisées par le maître d’œuvre emporte l’adhésion du maître d’ouvrage aux éventuelles modifications du programme.

## Article 7.4 : Prolongation des délais d’exécution

En application de l’article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d’œuvre est dans l’impossibilité de respecter les délais d’exécution du fait du maître d’ouvrage, du fait d’un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu’une toute autre cause n’engageant pas la responsabilité du maître d’œuvre fait obstacle à l’exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d’ouvrage peut prolonger le délai d’exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l’application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d’œuvre doit signaler au maître d’ouvrage l’événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l’exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l’article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d’un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d’exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l’article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d’ouvrage notifie par écrit au maître d’œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d’ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

## Article 7.5 : Modalités particulières de réalisation de l’assistance apportée au maître d’ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées telles que prévues par l’article 2. du CCTP sur le principe d’une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux en marchés allotis par corps d’états.

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon les procédures régies par le code de la commande publique.

La participation du maître d'œuvre aux commissions d'appel d'offres n'est pas requise.

## Article 7.6 : Moyens fournis au titulaire

Le CROUS, Maître d'ouvrage s'efforce de présenter au titulaire toutes les parties prenantes, partenaires auprès desquels le titulaire pourrait devoir s'entretenir dans le cadre de sa mission. Il s'engage à mettre à disposition du titulaire tous documents nécessaires et plus généralement utiles à l'accomplissement de sa mission.

## ARTICLE 8 – MODIFICATION EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

---

### Article 8.1 : Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent conclure un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- Si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

### Article 8.2 : Travaux modificatifs ou supplémentaires

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois mo "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

**Catégorie 1** : modifications dans la consistance ou le coût du projet, demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux. Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission.

**Catégorie 2 :** modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif.

### Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du pouvoir adjudicateur.

Les décisions du pouvoir adjudicateur relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le pouvoir adjudicateur.

## Article 8.3 : Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article-8.1.2-9 du CCAP;
- D'adapter les études du maître d'œuvre dans les cas suivants :
  - o En présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
    - Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
    - En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- La révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article 8.3 9 du CCAP.



## Article 8.4: MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

### Article 8.4.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

### Article 8.4.2 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-MOE

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

### Article 8.4.3 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- Soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- Soit un sous-traitant ;
- Soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 14.4 du CCAP.

## ARTICLE 9 – RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'OEUVRE

---

### Article 9.1 : Forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

#### Article 9.1.1 – Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;
- Programme ;
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés par le maître d'ouvrage ;
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- Continuité du déroulement de l'opération ;
- Coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

#### Article 9.1.2 – Fixation du cout prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

Le coût prévisionnel des travaux correspond au montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux Ce sur la base des études d'APD.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposée par le MOE au moment de la remise des prestations de l'élément APS est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Après approbation de l'APD par le maître d'ouvrage, l'avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la libre négociation. En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

### Article 9.2 : Engagement du maître d'œuvre

#### Article 9.2.1 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du cout prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le cout prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au cout prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

##### Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du cout cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux

Le coefficient arrondi au millième supérieur est appliqué au cout cumulé des marchés de travaux.

### Calcul du seuil de tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : le seuil de tolérance = CPT hors taxes x 1,03

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

### Article 9.2.2 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 3% pour une opération de construction neuve.

Le cout total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du maître d'œuvre (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme).

### Calcul du seuil de tolérance sur le cout cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Pour une opération de construction neuve : Seuil de tolérance = CMT hors taxes x 1,03

Si le coût total définitif des travaux à la réception est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre supporte une réduction égale à : 20 % x (coût total définitif des travaux - seuil de tolérance)

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

### Article 9.3 : Modalités d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de la date de remise des offres ; ce mois appelé « mois zéro » et la date réelle du début d'exécution des prestations.

Ils sont exprimés HT, et réputés comprendre toutes sujétions incombant au titulaire et normalement prévisibles pour l'exécution des prestations : réunions techniques, visites, comités de pilotage et frais de déplacement.

Etant ici précisé que dans l'hypothèse de la survenance d'un événement de force majeure caractérisé par une crise sanitaire imprévisible dans sa survenance et irrésistible dans ses effets entraînant la mise en place de mesures sanitaires constitutives de sujétions imprévues pour le titulaire, lesdites mesures ne sauraient faire l'objet d'une facturation supplémentaire à la charge du CROUS, le titulaire déclarant en faire son affaire personnelle.

### Article 9.4 : Révision des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_n / I_0)$$

*Dans laquelle :*

*I<sub>0</sub>* = valeur de l'index de référence au mois zéro

*I<sub>n</sub>* = dernière valeur connue de l'index de référence du mois « n »

I<sub>0</sub> = Index divers de la construction – ING – Ingénierie – Base 2010 – Identifiant 001711010, publié par l'INSEE, et correspondant au mois de remise des offres.

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Dans le cas de la disparition de l'indice choisi, l'indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure du prix de la prestation.

A défaut de préconisation par l'organisme, les parties conviennent d'un commun accord et par voie d'avenant la substitution d'indice.

## Article 10 – Règlement des comptes du maître d'œuvre

---

### Article 10.1 : Avances

Sans objet.

### Article 10.2 : Présentation des demandes de paiement et délais de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait, réserve faite du cas des avances. Conformément à l'article R.2192-3 du code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-gouv.fr>

Les informations nécessaires à la transmission des factures au CROUS de Rennes-Bretagne via Chorus Pro sont les suivantes :

- Identifiant du CROUS de Rennes-Bretagne : 18350003200010
- N° d'engagement juridique : 2025001022
- Code service : 1022

Le non-respect du formalisme ouvre une faculté pour le CROUS de rejeter la demande de paiement, après information du titulaire et demande de régularisation restée sans effet.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État.

### **Acomptes**

Les articles 11.2 à 11.6 du CCAG MOE sont applicables et sont complétés par les dispositions suivantes :

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments DIAG, APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Une fois le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération arrêtés, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte suivant à un **réajustement** en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments déjà payés.

Par dérogation aux articles 11.2 et 11.5 du CCAG MOE, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes trimestriels au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

<b>ESQ / APS / APD / PRO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 70% : après réception du dossier</li> <li>- 30% : après admission du dossier par le Maître d'Ouvrage</li> </ul>
<b>ACT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 30% : après réception du dossier de consultation des entreprises,</li> <li>- 40% : après la remise du rapport d'analyse des offres définitives,</li> <li>- 30% : après mise au point des marchés de travaux aux entreprises</li> </ul>
<b>DET</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 80% : au prorata de l'avancement des travaux ;</li> <li>- 20% : Après vérification du (des) projets de décompte(s) final (finaux) établi(s) par l'(les) entrepreneur(s) et établissement du (des) décompte(s) général (généraux) correspondant, étant précisé que ces prestations seront réglées après transmission au Maître d'Ouvrage du (des) décompte(s) général(aux) des travaux, établi(s) par le maître d'œuvre.</li> </ul>
<b>AOR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 30% : après réception par le Maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception ;</li> <li>- 30% : à la remise du dossier validé des ouvrages exécutés ;</li> <li>- 25% : pour suivre les réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée, le règlement interviendra après la levée de la dernière réserve au vu de la décision du Maître d'Ouvrage ;</li> <li>- 15% : à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages.</li> </ul>
<b>EXE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% en fonction de l'avancement de la production des plans d'exécution</li> </ul>
<b>OPC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 70% : au prorata de l'avancement des travaux</li> <li>- 30% : après réception des projets de décompte final</li> </ul>
<b>CSSI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 10% : à la remise de l'APS</li> <li>- 25% : à la remise de l'APD</li> <li>- 25% : à la remise du PRO</li> <li>- 30% : au prorata de l'avancement des travaux</li> <li>- 10% : à la réception sans réserve des travaux</li> </ul>

**En cas de groupement, les acomptes seront présentés par le mandataire uniquement et intégreront les situations de chaque co-traitant.**

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

## Article 10.3 : Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

### Article 10.3.1 – Demande de paiement pour solde

#### **Demande de paiement finale**

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE.

Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- Le forfait définitif de rémunération ;
- Le montant des missions complémentaires ;
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement, qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

#### **Décompte général rendu définitif**

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

#### **Contestation sur le montant des sommes dues**

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.



Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

#### Article 10.3.2 – Délais de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

## Article 11 – Connaissances antérieures / droit de propriété intellectuelle

#### Article 11.1 – Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

#### Article 11.2 – Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

#### *Article 11.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique*

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

#### *Article 11.2.2 – Mise en œuvre de la protection des droits moraux*

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

#### *Article 11.2.3 – Exploitation commerciale des résultats*

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats tel que défini à l'article 10.2 du CCAP ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 2122-3-3° du code de la commande publique.

## ARTICLE 124 - DISPOSITIONS DIVERSES

---

### Article 12.1 : Forme des notifications et informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par tous moyens permettant d'attester la date d'envoi et la date de réception. L'usage du courrier électronique est autorisé dans ce cadre.

## Article 12.2 : Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à 59 du Code de la commande publique.

La personne chargée de fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à 62 du Code de la commande publique est le Directeur Général du CROUS de Rennes-Bretagne, Monsieur PROUTEAU.

Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Rennes-Bretagne.

## Article 12.3 : Autres obligations administratives

Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au CROUS par le titulaire de l'accord-cadre. L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire est concerné, il remet au CROUS avant la notification et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

## Article 12.4 : Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire doit disposer d'une responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles.

Le titulaire est en mesure de répondre des dommages matériels et/ou corporels causés par l'exécution de ses prestations à l'acheteur et aux tiers victimes, soit de son fait personnel ou du fait de ses préposés. Il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité et s'engage avant la notification du présent marché et ensuite sur simple demande écrite à remettre au CROUS une attestation de responsabilité civile en cours de validité précisant l'étendue et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

## ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### Article 13.1 : Obligations générales

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnes qu'il désigne pour l'exécution de sa mission.

Celles-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Si, pour une raison indépendante de leur volonté, ces personnes sont dans l'impossibilité morale ou matérielle de réaliser les prestations, le titulaire en avise sans délai le CROUS par courriel ou par courrier recommandé avec AR.

Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour prévenir toute inexécution ou retard d'exécution.

A cet effet, le titulaire désigne prioritairement un ou des remplaçants, figurant dans une liste jointe à son offre et communique sans délai auprès du CROUS sur la personne de son choix.

### Article 13.2 : Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès du CROUS, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers potentiels détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

### Article 13.3 : Obligation générale de confidentialité

Les stipulations de l'article 5 CCAG-MOE relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire.

Dès lors, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Toute divulgation à un tiers de documents ou d'informations suppose l'accord préalable et exprès du CROUS. En tout état de cause, le titulaire s'engage à circonscrire l'utilisation des données éventuellement divulguées au périmètre de sa mission.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants, le cas échéant.

Tout manquement à l'obligation de confidentialité sus-mentionnée est susceptible d'engager la responsabilité du titulaire ouvrant droit au versement au profit du CROUS de dommages-intérêts d'un montant équivalent à 10% du montant total HT du marché.

## ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

---

Le CROUS apportera son concours logistique à la prise de contact avec les différents partenaires, à la mise en place de réunions de travail et de concertation, aux visites sur le terrain.

Le CROUS :

- S'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession et à lui fournir l'aide nécessaire à l'obtention des documents nécessaires ou utiles à la réalisation de sa mission ;
- Informe le titulaire des études et projets publics ou privés envisagés sur le site dont il aurait connaissance qui par leur importance ou leur nature pourraient avoir des incidences sur la réflexion engagée ;
- Prend à sa charge toutes les formalités administratives liées au déroulement des études : convocation aux réunions de travail ou d'information, courriers divers.

## ARTICLE 15 – RESILIATION

---

### Article 15.1 : Résiliation pour faute du titulaire

En cas d'infraction caractérisée et/ou répétée aux stipulations contractuelles, le CROUS en avisera le titulaire par tout moyen. Le titulaire dispose alors d'un délai d'un (1) mois pour formuler ses observations et remédier aux manquements constatés.

L'invitation du titulaire à formuler ses observations valant mise en demeure, l'absence de rectification par le titulaire dans le délai d'un (1) mois entraînera la résiliation du marché de plein droit sans indemnité.

Par ailleurs, toute fausse déclaration ou falsification de documents entraînera la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites.

La résiliation aux torts du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnisation à son profit.

Pour les faits susceptibles d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire et non spécifiés dans le présent marché, les parties conviennent de se reporter aux stipulations du CCAG-MOE.

### Article 15.2 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Le CROUS peut demander la résiliation du marché pour tout motif d'intérêt général justifié, conformément aux stipulations de l'article 31 du CCAG-MOE.

Dans cette hypothèse, le titulaire en sera avisé par courrier recommandé au plus tard dans le mois précédant la date d'effet de la résiliation.

Le titulaire pourra prétendre au versement d'une somme forfaitaire calculée en appliquant un pourcentage à la différence entre le montant hors TVA non révisé du marché et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## ARTICLE 16 – DIFFERENDS

---

Le CROUS et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, le CROUS et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à 24 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 17 – LITIGES

---

Le présent marché public est soumis au droit français.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Hôtel de Bizien  
3, Contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES Cedex  
Téléphone : 02.23.21.28.28  
Télécopie : 02.99.63.56.84  
Email : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, ouvert au candidat qui se prétend lésé par un manquement aux règles de publicité et de mise en concurrence lors de la passation,

Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative, introduit au plus tard 31 jours suivant publication de l'avis d'attribution ou dans les 6 mois de la signature du contrat,

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, dans un délai de deux mois suivant la conclusion du contrat.

## ARTICLE 18 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

### Article 18.1 : Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Rennes-Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Rennes-Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offres et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Rennes-Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à [pole.juridique@crous-rennes.fr](mailto:pole.juridique@crous-rennes.fr).

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Rennes-Bretagne, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

## Article 18.2 : Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Rennes-Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

## ARTICLE 19 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

---

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG MOE, aucune liste dérogatoire au CCAG n'est décrite dans le présent CCAP.